

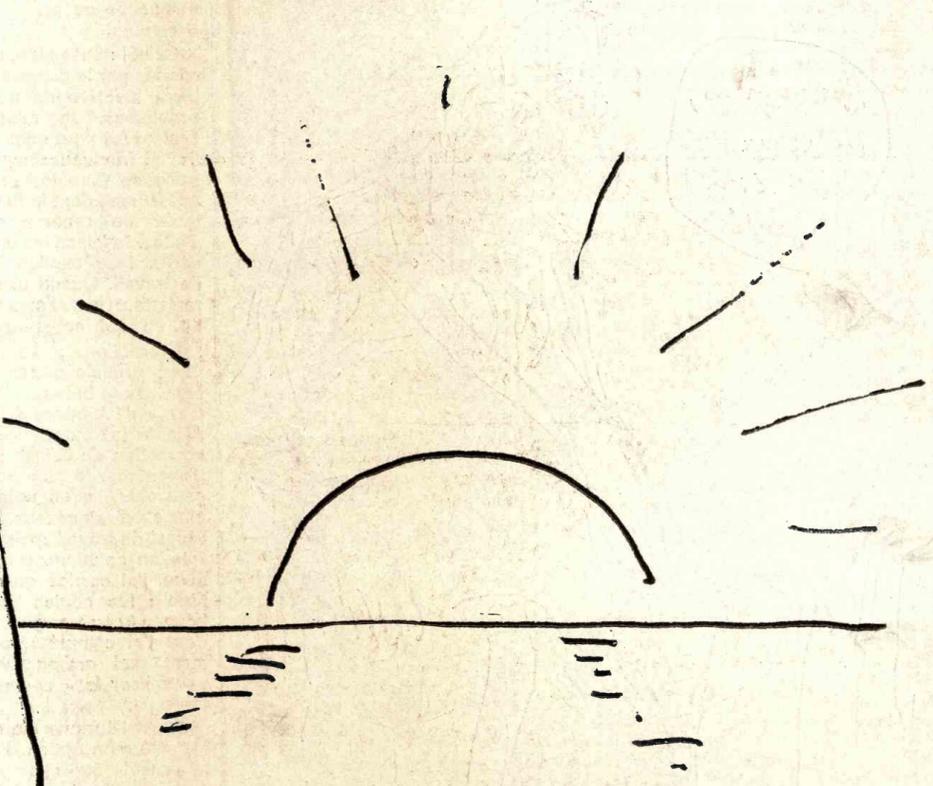
ACTION

N° 18 ● JEUDI, 27, JUIN ● PRIX MINIMUM : 0,50 F ● Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.

JE N'ARRIVE PAS
À ME SENTIR CONCERNÉ
PAR LE RÉSULTAT DES
ÉLECTIONS.



**C'EST L'ÉTÉ.
L'UNIVERSITÉ POPULAIRE
COMMENCE**



UN PEU PLUS A DROITE

Les désistements pour le deuxième tour sont maintenant connus. Pour en connaître les détails consultez n'importe quel autre quotidien. Nous tâchons ici de ne pas répandre d'illusions. Nous ne voulons pas jouer les sectaires en braquant les projecteurs sur un événement, laissant ainsi soigneusement dans l'ombre le reste de l'actualité. Mais c'est un fait que pour ce qui nous intéresse, c'est-à-dire l'avenir, la grève-surprise, sans préavis, des cheminots de Saint-Lazare en riposte à un gaulliste à la gâchette facile est essentielle. Elle montre que la combativité ouvrière demeure, dans une situation où l'électoratisme des partis de gauche a permis à la droite de s'offrir un succès facile.

Qu'avec la queue des grèves de la métallurgie (une dizaine de milliers d'ouvriers) la grève des cheminots soit la seule, montre aussi que les directions syndicales et politiques ne sont pas revenues sur ce qui les a conduites à la défaite du premier tour : le refus d'impulser l'action de masse. Au contraire le gouvernement peut avoir au moins deux motifs supplémentaires de satisfaction.

Le premier c'est de constater que le P.C.F., pour justifier son échec, répand la thèse du complot gauchiste dirigé de l'étranger, thèse que même la D.S.T. n'a pu alimenter.

Le deuxième c'est de constater que les mots d'ordre adoptés pour le second tour marquent un nouveau glissement à droite du P.C.F.

En mars 1967, c'est Mitterrand qui parlait d'unir les républicains de progrès. En juin 1968, c'est « L'Humanité » qui se prononce pour le sursaut républicain. En subordonnant tout au deuxième tour, le P.C.F. veut faire croire que ce deuxième tour va tout régler. Comme si, à lui tout seul, un bulletin de vote répond aux exigences de la situation. Comme si le premier tour n'avait pas eu lieu.

Dans ce contexte, les initiatives organisées en milieu universitaire ou par les Comités d'Action dans les quartiers, prennent plus de valeur. Non parce que dans une situation difficile elles permettent d'adopter une attitude volontariste (on calme son inquiétude en collant dix fois plus d'affiches) mais parce que dès maintenant elles ouvrent, avec les habitants des quartiers et les étudiants, la réflexion sur ce qui se passe et expérimentent de nouvelles activités. C'est la meilleure riposte à la réaction car c'est ainsi que tous ceux qui, depuis sept semaines, sont à nos côtés, pourront s'organiser eux-mêmes.

L'instituteur qui refuse la répression

Quand les X candidats au certificat d'études de la salle dont j'avais la responsabilité furent assis (es), j'expliquai mon comportement : « Ce certificat, comme tous les examens, est un moyen de sélection injuste et injustifiable. Je l'ai toujours dit et certains d'entre vous (1) savent que je n'utilise ni les notes, ni les classements, ni même les appréciations de valeur dans ma classe. Vous savez sans doute que si les étudiants se sont révoltés il y a quelque deux mois, c'est en partie à cause des examens. Je ne suivrai pas celles des consignes écrites qui font de moi une personne irresponsable. »

Voici, rapidement noté, ce que nous avons fait.

Rédaction : Je lis les deux sujets. J'explique ce qui est demandé. Je donne des idées pour la lettre et pour l'autre sujet en proposant de choisir de préférence le sujet qui permet de traiter un événement vécu (les sujets sont très réalistes). Pour le plan je suggère de procéder ainsi : sur le brouillon, noter les idées comme elles viennent, les ordonner en mettant un chiffre devant, rédiger entièrement introduction et conclusion, rédiger la copie définitive. Ce plan est écrit rapidement au tableau. Les enfants rédigent, je constate qu'aucun (e) ne fait de plan, que certains (es) écrivent directement sur la feuille, que d'autres font un brouillon complet. J'aide un (e) candidat (e) qui avait commencé à traiter les deux sujets ensemble. En circulant dans les travées, je fais corriger des erreurs d'orthographe et supprimer des mots inutiles. J'arrive à me faire une idée du contenu de chaque texte : aucun ne devrait être noté moins de 5.

Dictée : Je rappelle ma position : éviter que quelqu'un fasse 5 erreurs ou plus. Là, ma participation sera d'autant plus grande que le texte n'est pas facile. En dictant, j'explique les mots inconnus, j'épelle une dizaine de mots. Je fais corriger des erreurs et finalement, je relis les X dictées en les corrigeant moi-même de manière qu'aucune ne présente plus de 3 erreurs.

Calcul : Ensemble, nous déterminons par la discussion la meilleure manière de conduire les problèmes. Je m'assure que chacun (e) peut commencer son travail fructueusement. J'ai conseillé de faire les preuves des opérations, dont le nombre m'interdit de recompter chacune d'elles. Je laisse les enfants coopérer. Je réexplique en cours de travail. Quand elles (ils) me remettent leurs copies, je leur dit ce qui est réussi.

Correction : La correction étant organisée par un directeur très bureaucratique, ma marge d'initiatives était réduite. Affecté (e) autoritairement à la correction du calcul, j'ai essayé d'avantager le plus possible les candidat (e)s en notant, quand cela s'avérait nécessaire, le plus réussi du travail : résultats chiffrés ou solutions rédigées. Ensuite, j'ai corrigé quelques dictées : les copies étaient très bonnes (0 ou 1 erreur), sauf deux dont j'ai complété (3) certains mots mal orthographiés pour neutraliser le « couperet des 5 fautes ».

Avant l'épreuve de calcul, j'ai rappelé mon option. J'ai dit que je pensais que chacun de nous était libre de dire ou taire ce que nous avions vécu et qu'en ce qui me concerne j'avais seulement pris la responsabilité d'accorder mes actes à mes paroles.

(1) Des élèves de l'école où j'exerce.
(2) Aucun document ne peut être toléré. Veiller à ce qu'il n'y ait aucune tentative (sic) de communication entre les candidats. Pendant chaque épreuve, le surveillant doit rester au bureau le plus possible et toujours (sic) garder sous les yeux l'ensemble des candidats. Ne pas s'occuper des sourds ou myopes, les places ont été prévues à l'avance.
(3) Je signale aux candidat (e)s que les copies rédigées au crayon à bille bleu sont les plus faciles à « corriger » ainsi.

DIMANCHE LA CHAMBRE TRICOLE

Les désistements ne sont que le reflet des résultats de dimanche dernier. L'U.D.R. représente seule le camp réactionnaire dans 243 circonscriptions ; elle est présente dans 48 combats triangulaires. Si l'on ajoute les 10 duels où c'est un Républicain indépendant qui mène le combat, les gaullistes sont présents dans 302 des 317 circonscriptions en ballottage. Un os a été laissé à 11 P.D.M. et à 4 non-inscrits. Encore faut-il remarquer que certains de ces P.D.M. sont très modérés dans leur opposition : M. Fontanet, par exemple, ancien ministre de la Santé du général de Gaulle.

Il peut y avoir dimanche prochain une mobilisation d'abstentionnistes de gauche. Les dirigeants gaullistes feignent de le craindre. Ce déplacement en tout état de cause ne pourra porter que sur des éléments marginaux. Ce qui est en jeu c'est de savoir si les gaullistes retrouveront le nombre de sièges obtenus en 1962 (284), ou s'ils en obtiendront plus : 300 ou peut-être 320. Ce qui est en jeu, c'est l'obtention, par les gaullistes de stricte obédience de la majorité absolue (244 sièges).

En tout état de cause la chambre élue dimanche prochain sera l'une des plus réactionnaires élues en France depuis 1945 : une chambre bleu blanc rouge. Numériquement elle est dépassée par la chambre de 1958, mais politiquement elle présente le double avantage pour la réac-

tion de ses sièges ; il était pratiquement nul sous la législature précédente. La guéguerre parlementaire sera plus difficile ; cela n'empêchera pas les leaders de l'opposition d'utiliser la seule possibilité qui leur est laissée au parlement depuis 1958 : parler. Seul un recul très sensible des communistes peut avoir des conséquences politiques : si les communistes ont moins de cinquante sièges, ils ne pourront plus déposer de motion de censure ou menacer de le faire.

Les problèmes politiques de fond qui se posent à la France n'en seront pas résolus pour autant. Les contradictions internes du néo-capitalisme ne disparaissent pas par l'effet d'un vote, si massif soit-il. Le débat interne de la bourgeoisie française sur l'orientation de la politique internationale peut être masqué par la solidarité instinctive du capital face au prolétariat, il demeure cependant. La contradiction entre une politique étrangère axée sur la contestation du leadership américain et une politique économique d'intégration au marché atlantique est inscrite dans les faits.

Il faut être aussi imbécile que M. Capitant pour s'imaginer que la « participation » peut résoudre les problèmes sociaux. M. Capitant est prêt à avaler n'importe quelle couleur : pas les travailleurs. Une majorité réactionnaire, qui sera aussi une majorité de réaction, peut



tion que les forces de droite y seront à la fois très massivement représentées et très solidement unies.

A part les intermédiaires Bonapartistes et Vichystes, jamais le parti de l'ordre en France n'avait été aussi largement unifié depuis la révolution française. Il est aussi important que ce regroupement ait fait apparaître, à côté du général de Gaulle, un leader incontesté : M. Pompidou. Cela signifie que le processus engagé depuis 10 ans par les gaullistes : l'unification du parti de l'ordre dans une formation politique capable de survivre à son chef est en passe de parvenir à son terme.

Sur le plan politique le gouvernement va bénéficier dans les mois à venir d'une marge de manœuvre supplémentaire. En politique internationale la critique sera moins vive de la part de ceux qui ont eu besoin du général de Gaulle pour mettre au pas la classe ouvrière. La bourgeoisie atlantiste française abdicquera ses velléités contestatrices pour préserver sa bourse.

Sur le plan parlementaire, le contrôle de l'action gouvernementale, déjà minime sous la précédente législature va disparaître totalement. Le gouvernement ne sera sans doute plus contraint d'utiliser des procédures aussi manifestement antidémocratiques que les ordonnances.

L'opposition ne verra guère son rôle diminuer avec le nom-

plétrer le système ancien, faciliter la récupération par le capital des avantages acquis par les travailleurs. Il faut autre chose pour éliminer les insatisfactions profondes qu'engendre le régime capitaliste.

Même du strict point de vue de la logique interne du système capitaliste, les problèmes sont loin d'être résolus. Ce n'est pas parce que la majorité était faible que le gaullisme n'a pas résolu les problèmes de la spéculation foncière, de l'adaptation de l'agriculture, de la Sécurité sociale ou de la politique scientifique. Ce n'est pas seulement à cause de l'incurie des ministres de l'Education nationale que l'Université est totalement inadaptée aux besoins du système néo-capitaliste.

Tous ces problèmes nécessitent des choix politiques qui n'ont pas encore été faits. Ils mettent en jeu les contradictions du système social. Les intérêts divergents des groupes capitalistes devront être conciliés et chacun sait que ces arbitrages ne se font pas sur la place publique. C'est dans l'ombre des cabinets ministériels, au siège des grands trusts capitalistes, au cours de déjeuners d'affaires que se prennent ces décisions majeures. Le poids des contractants ne se pèse pas par millions de voix mais par milliards de francs.

Pour la bourgeoisie, comme pour les masses, les questions décisives ne se règlent pas au Parlement.



UNIVERSITÉS POPULAIRES : A PARIS PREMIERS DÉPARTS

Malgré la grande confusion qui préside au travail politique dans les facultés et les écoles occupées, malgré surtout les attaques du pouvoir n'attendant qu'un prétexte pour fermer d'autres facultés que la Sorbonne, le mouvement des Universités populaires d'été commence à devenir effectif. Les premières sessions d'été ont commencé dans certaines écoles et facultés, tandis que des courants politiques se dessinent quant à la définition, au rôle et à l'organisation de ces universités populaires.

Aujourd'hui, nous commençons à faire rapidement le point sur des premières expériences. D'autres tableaux beaucoup plus complets paraîtront dans les prochains numéros d'« Action ».

Cependant, dès à présent, nous pouvons distinguer deux tendances qui se font jour sans que l'on puisse classer pour autant telle faculté dans telle tendance.

La première tendance met l'accent principal sur la cogestion et la réforme de l'Université.

Dans ce cas, la mise au point des structures paritaires, la redéfinition des contenus et des méthodes de l'enseignement, sont au centre du travail. Les débats politiques ont leur place mais viennent plutôt consacrer le caractère « libre » de l'Université que lui donner son sens profond. On a affaire en quelque sorte à l'expérimentation d'une université nouvelle telle qu'on veut la voir fonctionner en permanence. Bref, nous avons affaire ici au courant réformiste qui espère pouvoir promouvoir une réforme démocratique de l'Université — dans le cadre social actuel — par les seuls remèdes de la cogestion paritaire, l'autonomie et le libéralisme.

La seconde tendance, au contraire, met l'accent sur l'utilisation de l'Université comme l'un des lieux privilégiés de l'action et de la réflexion politique dans le prolongement du Mouvement de mai-juin. La réforme de l'Université a alors une fonction secondaire, mais surtout, aucune illusion ne se fait sur les possibilités réelles de démocratisation de l'institution universitaire dans le cadre du régime capitaliste. En quelque sorte, les seules réformes démocratiques possibles sont l'installation d'une critique permanente de l'Université, la conquête de certains pouvoirs de contrôle, droits aux débats politiques, contrôle des centres de pouvoirs, etc.), le frein opposé aux idéologies capitalistes se-

crées par l'institution. L'Université populaire rentre dans ce cadre. Pendant plusieurs mois, elle se donne comme objectif de stopper l'université officielle et de promouvoir un centre démocratique d'élaboration politique, de dépasser les limites de l'université en créant un lien permanent de rencontre entre travailleurs et étudiants.

FACULTE DES SCIENCES HALLE-AUX-VINS

Les premiers débats et séminaires ont débuté depuis une dizaine de jours. Ils s'organisent en trois branches principales :

1) Expériences pédagogiques et critique de l'Université. Travail organisé au niveau disciplinaire comme au niveau interdisciplinaire. Expérimentation entre étudiants et enseignants de nouvelles formes d'apprentissage scientifique.

2) Critique des sciences « extra-scientifiques ». Réflexion sur l'idéologie bourgeoise en philosophie, sociologie, économie politique, etc. Des séminaires sur « Epistémologie et matérialisme historique » sont prévus en juillet et en septembre.

3) Débats politiques sur l'histoire du mouvement ouvrier et sur le mouvement de mai-juin 1968. Plusieurs universitaires ou non-universitaires participent à ces débats.

Près de 2 000 inscriptions ont déjà été enregistrées pour les mois de juillet, août et septembre.

Enfin des contacts sont pris, en ce moment, avec des sections syndicales et des associations comme l'« Union des foyers des jeunes travailleurs » en vue de la participation effective des jeunes travailleurs. En ce sens aussi, des contacts sont pris avec les auberges de jeunesse et les cités universitaires pour l'hébergement des participants.

Les renseignements peuvent être pris au « Secrétariat interfacs » (cf. plus loin), Halle aux Vins, tour 23, 5^e étage.

oOo

Les informations sur les autres facultés sont pour l'instant beaucoup plus fragmentaires :

SCIENCES POLITIQUES

Début juillet sont organisés 3 débats généraux qui seront suivis d'un travail en commissions étalé sur deux semaines. Dates et heures de ces débats :
● Lundi 1^{er} juillet : Université critique et expérimentale.
● Mardi 2 juillet : Economie et

entreprise (dans l'optique syndicale et politique).

● Mercredi 3 juillet : Le Mouvement de mai-juin.

CITE UNIVERSITAIRE

Après la « libération » de plusieurs pavillons, les membres de la Cité Universitaire, réunis en assemblée générale, ont mis sur pied un « programme de travail de l'Université critique populaire » principalement axé sur l'internationalisme (au niveau étudiant et ouvrier), l'impérialisme et le néo-colonialisme. L'organisation même des débats et séminaires ne nous a pas encore été précisée.

BEAUX-ARTS

La commission « Université populaire » a mis sur pied un programme de travail axé sur la Cité socialiste et comprenant deux domaines :

● L'analyse et la critique de la Cité dans la société capitaliste.
● L'analyse et la critique des différentes expériences socialistes.

Les travaux ont débuté depuis samedi dernier. (S'adresser 14, rue Bonaparte, Paris-6^e).

CENSIER-SORBONNE

Le travail démarre lentement. Depuis une semaine, différentes commissions se sont réunies. Des thèmes de travail, comme l'alphabétisation des travailleurs étrangers, l'analyse du Mouvement de mai-juin, l'autogestion ont été adoptés.

Une première assemblée générale est convoquée aujourd'hui jeudi, à 18 h., Centre Censier, Amph A (8, rue de Santeuil).

NANTERRE

La première journée de l'Université populaire d'été se tient à Nanterre, le samedi 29 juin, toute la journée.

INSTITUT DE GEOGRAPHIE

Les géographes de la rue Saint-Jacques mettent sur pied un programme d'études sur les problèmes paysans, en relation avec des associations syndicales ou autres du monde paysan. Assemblée générale aujourd'hui jeudi, à 14 h., à l'Institut.

COORDINATION INTER-FACS DES UNIVERSITÉS POPULAIRES

Depuis le 10 juin, un secrétariat inter-facultés s'est créé à la Halle aux Vins, se donnant pour tâche de coordonner et de répertorier toutes informations et initiatives sur les universités populaires d'été de Paris comme de province. Il édite un bulletin : « Université d'été ». Il assume des problèmes matériels comme l'hébergement, le transport, l'intendance, rapports avec le C.R.O.U.S., la S.N.C.F., la R.A.T.P., la M.N.E.F.

Permanence : Halle aux Vins, tour 23, salle 518 (5^e étage), quai Saint-Bernard. Téléphone : 336-25-25, poste 46-19.

LA BUREAUCRATIE EST-ELLE UN PROBLÈME ?

Beaucoup parlent aujourd'hui de « l'échec du mouvement », comme s'il n'y avait eu qu'un seul mouvement massif et organisé à qui l'on puisse reprocher telle ou telle erreur dans la décision ou dans l'analyse. Le sentiment de l'échec provoque aussitôt la recherche de justifications. Une des plus courantes consiste à dire que des « bureaucrates » auraient, presque depuis le début, pris en main le mouvement spontané, pour le neutraliser, le ramener à des formes traditionnelles, et finalement le conduire à la défaite, afin que eux, les bureaucrates, conservent leurs fonctions et leurs bureaux.

Cette accusation est certainement valable — mais partiellement — pour les organisations qui ont connu une crise entre dirigeants et base, tels que les syndicats.

Or, les structures où précisément nous avons milité n'étaient pas des syndicats mais des comités de base sans hiérarchie, des organisations groupusculaires qui n'ont pas connu de crise intérieure, ou encore des équipes autonomes comme le comité de rédaction d'Action.

Ce qui caractérise ces structures, ce n'est pas d'avoir cherché à diriger la base, mais au contraire de lui avoir proposé, souvent sans succès, des modalités d'action et d'organisation.

On s'aperçoit que les accusations de bureaucratie émanent de chaque organisation et s'adressent à l'ensemble des autres. Ainsi chaque organisation fonde en partie sa cohésion sur la répétition stérile d'accusations stéréotypées, jamais adressées directement, jamais discutées publiquement. Nous nous demandons ce que recouvre pratiquement la dénonciation de la bureaucratie. Il ne s'agit pas ici de faire la théorie de la bureaucratie, mais, pour que cette théorie s'affine, de rendre compte des débats concrets sur cette question.

Par exemple, Action est réputé être fabriqué par une équipe de bureaucrates d'anciens mouvements universitaires qui auraient disposé d'un capital et, profitant de leurs contacts avec les militants, auraient augmenté ce capital en vendant une information tronquée sur les luttes en cours. Ils auraient pitoyablement échoué parce que, n'étant pas réellement implantés dans les masses, ils n'auraient jamais pu donner d'informations inédites. Nous avons le regret de dire qu'Ac-

tion s'est lancé sans capital et n'a pas fait de bénéfice. Quant à la nécessité de publier un journal quotidien, elle est en effet discutable. Action a délibérément refusé, durant la dernière période, d'être un périodique publiant des analyses critiques.

Le comité de rédaction s'est déclaré provisoirement incapable de fournir de telles analyses et n'a pas voulu faire d'Action une nouvelle feuille d'un nouveau groupuscule apportant sa modeste contribution à l'accumulation théorique.

Il a estimé qu'être dans la masse, à son niveau, cela signifiait donner une consistance au mouvement, par la publication quotidienne d'informations même incomplètes et de mots d'ordre même à court terme.

Cela dit, le comité de rédaction reconnaît la faiblesse de son travail sur l'information et l'interprétation à en donner. Il est clair que nous n'avons pas été présents sur tous les lieux de lutte pour en témoigner. Il est clair que nous avons adopté paresseusement le même ton victorieux pour parler de luttes très différentes les unes des autres, mettant sur le même plan la bataille de Flins et la grève de l'O.R.T.F. et glorifiant les derniers îlots de résistance au moment où ils allaient tomber sous la pression des directions syndicales. Si l'on veut, il s'agit de bureaucratie, dans la mesure où nous n'avons pas été assez mobiles, où nous n'avons pas assez milité dans les comités d'action, où nous avons passé trop de temps à la confection même du journal.

Passons ici sur les difficultés matérielles. Il faut attirer l'attention sur ceci : la plupart du temps, l'information est déjà « bureaucratisée » avant de parvenir à la connaissance des rédacteurs. Nous savons tous que les diverses coordinations des comités d'action, trop souvent accaparés par des tâches de négociations, n'ont pas été en mesure de rassembler une information quotidienne sur les activités concrètes.

Mais il y a pire : les militants à qui nous demandons des informations oublient que l'important c'est de faire comprendre par des exemples pratiques ce qu'est une action à la base et se bornent souvent à exprimer les informations sous forme de directives politiques générales. Ou bien encore, les militants transmettent des informations de seconde en troisième main, sans compter les faux bruits...

En un mot, Action a subi les effets de notre inexpérience collective à exprimer et faire circuler démocratiquement les idées et les informations.

L'exemple d'Action permet de comprendre les autres formes de « bureaucratie » dénoncées. La bureaucratie n'est pas un projet politique de gens qui cherchent à conserver ou prendre le pouvoir. Elle est le résultat d'une impuissance. Nous n'acceptons pas l'accusation de bureaucratie portée contre les équipes qui ont essayé de coordonner la lutte ou de suggérer la création d'une organisation révolutionnaire.

On peut constater qu'il n'y a eu de manifestation de rue que lorsque les « requins » et les groupuscules en ont décidé et y ont participé. Les provocations policières n'ont jamais pu dévoyer réellement le mouvement. Quand les groupuscules se sont déunis dans la dissolution, il n'y a plus eu de manifestations, malgré l'opiniâtreté d'une partie de la base. Le seul reproche que l'on puisse faire aux « bureaucrates » groupusculaires, c'est précisément de n'avoir pas su conserver une ligne d'action unitaire : mais ceci est l'échec de tout un chacun devant les difficultés de la discussion créée par la répression gouvernementale et la trahison de la gauche officielle. La bureaucratie ce serait précisément d'agir sans tenir compte de la situation actuelle des masses qui ont été engagées dans la lutte. On ne peut oublier que la structure des comités d'action gouvernementale et la trahison de la gauche officielle. La bureaucratie ce serait précisément d'agir sans tenir compte de la situation actuelle des masses qui ont été engagées dans la lutte. On ne peut oublier que le triomphe de la droite aux élections renforce notre isolement. On ne peut oublier que, si les étudiants continuent d'être en vacances, les travailleurs ont précisément repris le travail. On ne peut oublier que les quelques batailles que nous avons gagnées se sont appuyées sur l'alliance entre des courants divers, entre une minorité radicale et une majorité réformiste, entre des étudiants et des travailleurs, chômeurs ou grévistes, entre des prolétaires et de petits bourgeois. Cette alliance est rompue pour l'instant. La minorité radicale n'a-t-elle pas à la rétablir ? Il ne s'agit pas ici de condamner les interventions de caractère provocateur telles que badigeonnage de bâtiments ou manifestations-surprises. Mais aujourd'hui ces interventions ne provoquent précisément aucun mouvement et n'apparaissent que comme des sursauts vengeurs.

Notre plus grand risque de bureaucratisme ce n'est pas de vouloir continuer, mais c'est de devenir une minorité de permanents de l'agitation sans effet, c'est de nous borner à bénéficier politiquement et... financièrement du prestige des luttes passées.

LE VRAI FESTIVAL DU MARAIS

Une école en ébullition : les Arts Appliqués ou de l'école maternelle à l'Université internationale de libre expression.

Machiavélique, moi ? Le de Gaulle en Napoléon placardé sur les murs de Paris sort de l'atelier de sérigraphie des Arts Appliqués comme en sortent les affiches de l'Intersyndicale de l'O.R.T.F. ; Clara Malraux aux prises avec de jeunes élèves essayant de reconstituer pour eux l'atmosphère de la guerre d'Espagne, Daniel Guérin analysant les raisons de l'échec des groupuscules du Front Populaire, Lapoujade parlant de la création artistique, des élèves de l'école maternelle de la rue Paul-Dubois se refusant le soir à quitter l'école, des enfants puis des adultes se mettant à dessiner par terre librement sur papier Kraft dans le square du Temple, des Arabes, des Noirs, des Juifs, des Espagnols écoutant dans la rue, provenant d'un magnétophone, leur musique natale et se mettant à danser et à s'exprimer, tels sont quelques-uns des résultats d'une action culturelle permanente entreprise par le comité élèves-professeurs des Arts Appliqués.

Aujourd'hui, après la fermeture des Arts Appliqués sur l'ordre de son excellence le ministre de l'Éducation nationale, affolé de voir reprendre l'agitation à la base, une fois remis en place l'ancien ordre administratif, les Arts Appliqués, ayant débarqué au C. H.U. Saint-Antoine animé avec des étudiants en médecine et des créateurs la fête populaire du Marais, qui est permanente, gratuite et circulante. Elle

est le lieu privilégié d'une rencontre avec les habitants du quartier qui après avoir été sensibilisés aux différents aspects de la création artistique abordent spontanément les problèmes fondamentaux.

Dans le même sens, en liaison avec l'U.N.E.F. et les Universités populaires d'été, rejoints par des étudiants et des travailleurs, des équipes itinérantes vont parcourir la France, accueillies par les pères aubergistes, les animateurs de la Ligue de l'enseignement, dans les maisons de jeunes.

Pour que cette dynamique s'accélère, venez et participez : information, accueil des volontaires au secrétariat de l'Université artistique d'été, U.N.E.F., 15, rue Soufflot, Paris (5^e).

BIENVENUE

A « LUTTE OUVRIÈRE »

Nous saluons la parution d'un hebdomadaire prolétarien paraissant le mercredi : « Lutte ouvrière » qui porte en sous-titre : « Pour que mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier. » Le numéro 1, outre l'analyse politique de la situation, publie un panorama très instructif : « La vérité sur la reprise dans les entreprises. »

LES OUBLIÉS

DE SIMCA ARGENTEUIL

L'usine Simca-Argenteuil qui compte 600 ouvriers environ n'a connu aucun arrêt de travail pendant les grèves. Ce fait s'explique, indépendamment de l'at-

titude traditionnelle de la direction de Simca, qui licencie tout travailleur gréviste ou connu pour ses sympathies, par la présence d'office de deux syndicats (« indépendant » lié à la direction, cadres, agents de maîtrise, etc., et « autonome », nouyaté et tenu en mains soigneusement) non revendicatifs.

L'attitude de la Direction s'est précisée à travers deux tentatives coordonnées de récupération du personnel.

Tout d'abord, les représentants de la Direction, lors de la signature des accords de Grenelle, proposèrent d'augmenter les salaires de 50 ouvriers à désigner par les chefs de service, tout en orchestrant auprès des syndicats une campagne destinée à mettre en valeur leur combativité, consignes que ceux-ci s'efforcèrent de répercuter sans toutefois arriver à tromper quelqu'un.

De fait, 50 ouvriers bénéficièrent immédiatement de 15 % d'augmentation de salaire.

La conséquence immédiate, non prévue par la direction, est un mécontentement général (celui des 550 « oubliés »).

Croyant pouvoir tirer parti de leur habileté, les patrons organisèrent ensuite les élections de délégués du personnel et de délégués au Comité d'entreprise.

Deux listes sont en présence, celles des syndicats « maison » évidemment.

Mécontents de l'attitude de leurs « syndicats » qui ne se sont pas associés au mouvement de grève, les ouvriers et les employés manifestèrent leur refus de telles organisations et des manœuvres patronales : pour la première fois dans l'histoire des usines Simca, une majorité de votants dépose un bulletin nul. Nouveau scrutin, hostilité renforcée.

Le Patronat n'avait plus alors qu'à susciter dans un climat de répression et

de surveillance une candidature syndicale (C.G.T. devrait en ce moment faire l'affaire) afin d'obtenir un nombre suffisant de suffrages exprimés, au moyen de multiples pressions, de contrôles et de menaces.

LETTRÉ OUVERTE

AU PRÉSIDENT

DE LA RÉPUBLIQUE

FRANÇAISE

Monsieur le Président,

Étudiants québécois en France, nous tenons à vous faire savoir que nous sommes solidaires des étudiants français et que nous les appuyons depuis le début dans leur mouvement de contestation.

Nous réprovoquons les mesures répressives qu'utilise votre gouvernement telles que les sévices policiers, les arrestations, les perquisitions, la dissolution de mouvements contestataires, l'occupation de la Sorbonne par la police, la confiscation des bourses à certains étudiants de même que la récente expulsion d'un grand nombre de travailleurs et d'étudiants étrangers.

Si une telle révulsion à la face de la France doit constituer le prix de ce que vous appelez la liberté, nous refusons, en tant que Québécois, l'utilisation que vous faites de nous quand il s'agit d'alléguer votre volonté ou vos efforts de libération.

En conséquence, nous laissons à vos interlocuteurs québécois qui ne retiennent de notre lutte que l'aspect national le soin de se porter garants de vos propos.

Pour nous qui considérons surtout l'aspect social de la lutte pour la libération du Québec, il ne fait pas de doute que notre combat s'apparente à celui des étudiants français et qu'il ne peut s'inscrire que dans la ligne de la contestation.

Hélène Allard, José Beaudet, Huguette Beauséjour, Paul Bélanger, Alain Bordelais, Micheline Brault, Paul Chamberland, Francine Chartrand, McKenzziel, Lise Couvrette, Francine Dansereau, Laurent Décarie, Paule Doucet, Claude Fortier, Anne Gagnon, Jacques Godbout, Claude Heppell, Louise Jasmin, Irène Laflure, Marie Lavigne, Marc Label, Suzanne Legault, Bélangier, Louis Maheu, Pierre Paquette, Jean-Marc Plotte, Anne Préfontaine, Yves Préfontaine, Marie Prével, Martin Prével, Céline Quenel Maheu, Robert Jasmin, Line Ross, André Saint-Amand, André Smith, Ginette Tourigny, Marie-Thérèse Vinet, Camille Limoges, Jean Samson, Jean-Claude Cadieux.

LE FLIC-RECTEUR

Martin, soi-disant recteur de l'Université de Caen, vient de faire une déclaration digne d'une anthologie des textes du ministère de l'Intérieur.

Il se proclame ennemi de toutes les violences, mais il ne réprouve que les toiles froissées, la dépression nerveuse d'un enseignant, les drapeaux arrachés et mutilés, les graffiti sur les murs.

Mais Martin ne tarde pas à découvrir son visage de flic : « C'est pourquoi je demande que, pour restaurer la dignité de l'Université, les graffiti soient entièrement effacés par ceux-là mêmes qui les ont tracés. S'ils n'étaient pas disparus dans les deux jours, je me verrais dans l'obligation de porter plainte à mon tour auprès de la justice. Désormais, toute nouvelle dégradation, tout acte de violence, feront l'objet de poursuites judiciaires, etc. »

Oh, le sale pion qui met bien en pratique les principes de l'éducation répressive : le chantage, l'ultimatum, la menace de punir ! Demain, la punition

en soupirant de ne pas avoir été entendu.

Mais un sale pion dangereux, car déjà, derrière lui, les C.R.S. polissent leurs matraques et le Parquet prépare ses inculpations.

Une des premières réformes de l'enseignement, c'est d'empêcher que des consciences aussi crasseuses que celle de Martin ne puissent avoir aucune chance d'y parader et de s'y exprimer.

DES POLICIERS EN CIVIL

AGRESSENT LES

DIFFUSEURS D'ACTION

La police a arrêté mardi dans l'après-midi, un camarade qui diffusait « Action » sur le boulevard Saint-Michel. Une fois dans le car, des inspecteurs en civil l'ont frappé et ont déchiré les exemplaires du journal.

Emmené à Beaujon, il n'a été libéré que mercredi dans la soirée.

Ce n'est pas la première fois que la police s'en prend à des diffuseurs de « Action ». Lundi dernier, des policiers en civil les avaient agressés, toujours sur le boulevard Saint-Michel.

Hier encore, des militants du Comité d'Action Maubert avaient été arrêtés et emmenés à Beaujon où ils sont restés 24 heures.

De telles mesures sont totalement illégales : aucune interdiction ne frappe « Action », aucune loi ne s'oppose à la vente des journaux sur la voie publique. Mais il est vrai que le régime gaulliste ne reconnaît aux lois que les limites qu'il veut bien leur donner. La légalité républicaine, quelle foutaise !

LA RÉVÉLATION DE MAI LES COMITÉS D'ACTION DANS LES ENTREPRISES

Les comités d'action (ou de grève, ou de base, ou d'information) ont été, on le sait, l'une des révélations de mai. Que sont ces comités, qui regroupent-ils, quels sont leurs objectifs maintenant que la grève est terminée ? Quel fut, quel sera, que devrait être leur rôle dans les entreprises où existent déjà des syndicats, notamment la C.G.T. ?

Ce problème préoccupe les C.A. de toutes les entreprises aux réunions desquels nous avons assisté. Nous ne saurions le résoudre à la place des travailleurs. Mais nous pouvons poser le problème et exposer les diverses solutions envisagées par eux.

Ce faisant, « Action » entend ouvrir un débat.



La question en débat dans les entreprises : s'organiser pour les batailles futures.

AVEC OU SANS LES SYNDICATS

— Début mai, j'ai pris ma carte. Fin mai, je l'ai déchirée. On est 80 dans notre atelier. On s'est dit : « puisque la C.G.T. est incapable de résoudre nos problèmes, on va les résoudre tout seuls ». Le reste était facile. On a expliqué aux gars que la C.G.T. faisait le jeu de la bourgeoisie et qu'il fallait la détruire. Le délégué, on ne l'a pas exactement foutu dehors mais quand il a dit : « Si vous voulez que je m'en aille... ? » on lui a répondu : « Salut ! »

C'est un membre de C.A. du secteur automobile qui vient de parler. Mais dans une autre « taule » de la même entreprise, le son de cloche est tout autre :

— Chez nous, on ne peut rattacher les travailleurs que sur des problèmes d'horaires, de salaires : des problèmes de syndicat. Donc notre C.A. doit passer par le syndicat. D'ailleurs ce sont les ouvriers syndiqués qui sont les plus politisés. Et se couper de la C.G.T., chez nous, reviendrait à créer un autre syndicat, ce qui diviserait les ouvriers.

Pourtant ce métallo, syndiqué C.G.T., n'est pas du tout d'accord avec sa centrale.

— C'est justement pour ça que nous (une trentaine de jeunes), nous avons créé un comité. La C.G.T. est trop molle. A nous de lui demander des comptes, de faire pression sur ses délégués, en ayant la masse derrière nous. Quand tous les ouvriers se dresseront contre leurs délégués, ils seront bien obligés de les écouter.

Conclusion : il faut renforcer la C.G.T., voire, y entrer en masse et puis, une fois dedans, « faire le ménage ». En un mot, « se servir de la C.G.T. pour prendre le pouvoir ouvrier ».

L'ANTICHAMBRE DE LA C.G.T.

Voilà donc deux positions radicalement opposées. Il y en a d'autres. Dans une grande imprimerie, un comité de grève est né qui a réussi, pendant un temps, à dépasser, déborder et finalement neutraliser le puissant collège des délégués.

Les membres de ce comité étaient syndiqués (« par nécessité, parce que, chez nous, le syndicat commande l'embauche »). Mais pas question, ici, de noyautage : ils ont délibérément et ouvertement institué dans leur usine un « pouvoir parallèle » à celui de la C.G.T.

Il arrive, certes, que des C.A. tentent de noyauter le syndicat, mais le danger numéro un, pour eux, c'est d'être noyauté par lui. C'est le cas du comité de grève d'une entreprise automobile dont les membres les plus actifs sont, paraît-il, le secrétaire de l'union locale C.G.T. et trois autres militants. Dans une grande maison d'édition, les tentatives de récupération sont telles que de mauvais esprits ont pu dire que « les C.A. y sont l'antichambre de la C.G.T. ». Quant aux comités de grève, et de quartier, de Nantes, ils ont fait l'objet d'une récupération qu'ils ne sont pas près d'oublier.

A vrai dire, les syndicats ne sont pas seuls à noyauter. Dans une compagnie d'aviation, les comités sont systématiquement noyautés, depuis la fin de la grève, par les cadres anti-grévistes.

Ce sont là des manœuvres simples. Il en est de plus filandreuses. Dans l'électronique, un comité de base a été créé sur proposition de la C.G.T. qui espérait ainsi « couler » les deux syndicats rivaux. Résultat : la C.G.T. s'est « coulée » elle-même et du comité de base « syndical » est partie une véritable organisation révolutionnaire qui comprenait, comme membres actifs, plus de 50 % des ouvriers, et se considérait

comme parfaitement capable de faire tourner l'usine.

UNE SECTION SYNDICALE BIDON

Les délégués syndicaux demeureront au sommet — sommet purement fictif puisque, dénués de tout pouvoir — ils durent se contenter de mener les négociations sous la dictée du comité de base.

Il y a enfin, à Paris, un coin où l'on prépare activement la nouvelle grève. La date en est déjà fixée. Les jeunes ouvriers, qui n'ont que cette idée en tête, ont pris le parti d'« ignorer » le problème syndical.

— Nous ne sommes ni pour, ni contre, ni avec, ni sans les syndicats, disent-ils. Si les syndiqués agissent avec nous, tant mieux, sinon on s'en fout. On estime toutefois qu'il serait absurde de repousser de nos rangs les cégétistes, ou syndicalistes prolétaires, ou qui que ce soit d'autre, qui milite pour la prochaine grève.

Dans un autre coin de Paris, enfin, un comité en herbe a tout simplement adopté une étiquette syndicale à titre de « couverture ». Comme il n'existait pas, sur leur lieu de travail, de section C.F.D.T., ils ont transformé leur C.A. en « section C.F.D.T. bidon ».

On voit que le problème des rapports comités-syndicats admet, dans la pratique, un choix éblouissant de solutions. Comment choisir ? C'est impossible à dire. Tout dépend des conditions locales de l'entreprise, de la vigueur des comités, de l'implantation relative des syndicats, et de quels syndicats il s'agit.

LA PEUR DU VIDE CHEZ LES SYNDIQUES

N'empêche qu'il faut clarifier les idées, déterminer si oui ou non un *modus vivendi* est possible entre les nouveaux comités

révolutionnaires et les syndicats qui le sont moins.

Les syndicats sont numériquement les plus forts (800 000 adhésions en un mois, estime-t-on, malgré les cartes déchirées). Leur organisation est un atout aux yeux de ceux qui, ayant peur du vide, ne voient de salut que dans une structure, n'importe laquelle, fût-elle pourrie, et craignent de se couper de la masse. (Pourtant, 20 % seulement des salariés français sont syndiqués !) On a vu, ainsi, au mois de mai, des milliers de gens quitter leur syndicat ou leur parti pour se précipiter, tête baissée, dans un autre. Même chez certains ex- ou non-syndiqués, la crainte révérentielle du syndicat persiste. Leur solution consiste soit à saper leur propre syndicat, soit à en créer un autre à partir des C.A.

Aux premiers il faut demander s'ils s'imaginent vraiment que l'appareil syndical, C.G.T. ou autre, leur laissera faire la révolution tranquillement dans ses rangs.

La question leur a été posée. Ils ont répondu que si la base est derrière eux, la C.G.T. n'osera pas les étouffer, encore moins les exclure. Est-ce si sûr ? Déjà, ces « révolutionnaires de l'intérieur » avouent qu'ils ne peuvent pas s'exprimer librement devant leurs propres délégués C.G.T. « Si on leur disait vraiment ce qu'on pense, on serait aussitôt viré, avec un bon coup de pied au cul. »

Ils nourrissent toutefois l'espoir de « faire sauter Waldeck Rochet » par la « pression de la base ».

Leurs contradicteurs répondent que si la C.G.T. est sensible à de telles pressions, elle vibre plus volontiers avec sa base père et réformiste qu'avec ses adhérents « gauchistes ».

Le directeur de la publication :
Jean-Pierre VIGIER

Grandes Imprimeries « Paris Centre »

142, rue Montmartre
Paris (2^e)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

CITROËN : EN ATTENDANT LA PROCHAINE

A Citroën, ce sont des gars de la base, non syndiqués, qui ont déclenché le mouvement, comme dans beaucoup d'autres.

Le C.A. Citroën a démarré avant le début de la grève.

Son objectif est de regrouper syndiqués et non-syndiqués dans une organisation à la base comme le C.A. de Rhône-Poulenc.

— Il ne s'agit donc pas de créer des contre-syndicats, des syndicats révolutionnaires ?

— Non, le syndicat ne peut mener que les luttes strictement revendicatives, il ne peut être que réformiste, qu'un organisme d'intégration au capitalisme, le terme même de syndicat révolutionnaire est contradictoire. Il s'agit, avec les C.A. d'entreprise, de créer une organisation qui ouvre des perspectives que personne n'ouvre. Le syndicat peut faire des compromis. Les C.A., eux, doivent essayer d'étendre la lutte, de passer à une grève offensive contre le capitalisme. Cependant, nous enverrons quelques ouvriers dans le syndicat comme informateurs.

— Les C.A. sont donc des embryons d'organisation politique ?

— Ce ne sont pas effectivement des organisations de masse, mais des organisations politiques non classiques, le pendant des C.A. étudiants ou de quartiers.

Ils ne regrouperont donc, maintenant, qu'une minorité d'ouvriers qui auront mené la lutte cette fois-ci. Lorsque la prochaine grève éclatera, les C.A. devront se transformer en comités de base capables d'encadrer les ouvriers qui rentreront dans la lutte.

— Quelle est leur base politique alors ?

— Comme les autres C.A. : lutte contre le capitalisme et nécessité d'une nouvelle organisation pour mener des luttes jusqu'au bout. Nous nous réunissons une fois par semaine et nous avons une permanence tous les jours dans une fac. Pour le moment, il s'agit de tirer les leçons des événements et préparer les luttes à venir. Les C.A. d'usine doivent se lier à des C.A. de quartier, qui devront les aider pour tirer des tracts, prêter des locaux, etc.

— Combien êtes-vous et quels sont vos rapports avec les autres C.A. d'usine ?

— Nous n'avons pas de structure rigide et centralisée, et ce n'est pas facile de dire combien nous sommes. De plus, il y a beaucoup d'ouvriers que nous n'avons pu toucher depuis la reprise du travail.

Nous sommes plusieurs dizaines sur Javel, Nanterre, Balard et Félix-Faure. Nous nous sommes rendus compte aussi de notre absence de coordination avec les autres C.A. d'usines. Les C.A. de la R.A.T.P., par exemple, n'ont pas pu se coordonner durant la grève, car c'étaient les pontes syndicaux qui contrôlaient les standards téléphoniques et qui donc centralisaient toutes les informations. La prochaine fois, nous nous emparerons aussitôt des standards.

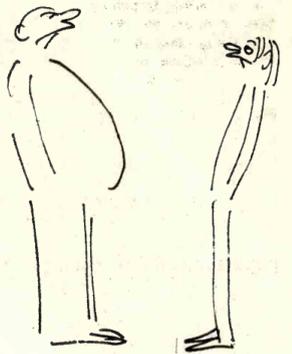
Nous avons aussi créé un comité inter-entreprises qui regroupe les différents C.A. : Rhône-Poulenc, Citroën, SNECMA, Nord-Aviation, P.T.T., R.A.T.P., Le Printemps, et tous les grands magasins.

Lors du prochain mouvement, nous pourrions ainsi nous coordonner et lier nos luttes.

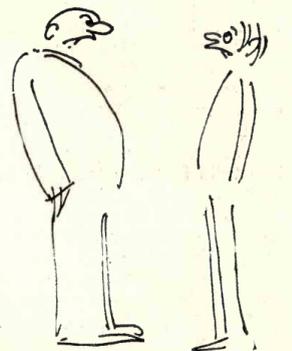
— Ne penses-tu pas qu'en dehors de la période de lutte intense, les C.A. risquent de se disloquer ?

— Il ne s'agit pas effectivement de créer une organisation de masse, celle-ci ne peut apparaître que dans les périodes de lutte ouverte, et ce seront des comités de base. Il s'agit maintenant de regrouper une minorité qui politisera les problèmes et qui sera l'embryon d'organisation nécessaire lors de la prochaine grève.

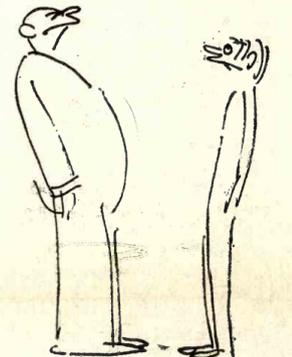
LES QUESTIONS SONT
FAITES POUR ÊTRE POSÉES
PAR LES JEUNES.



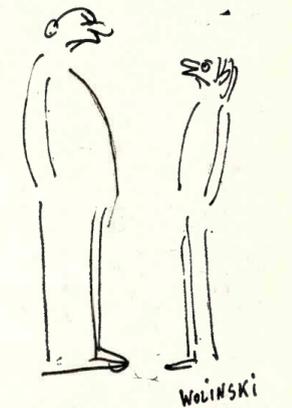
LES RÉPONSES SONT
FAITES POUR ÊTRE
DONNÉES PAR LES
VIEUX.



MAIS COMME LES JEUNES
NE POSENT QUE DES
QUESTIONS STUPIDES.



LES VIEUX NE FONT QUE
DES RÉPONSES IDIOTES.



SAMEDI 29 JUIN 1968
19 h. - 24 h.
Halle-aux-Vins
(Fac. Sciences)

**LA PAROLE
EST A NOUS !**
MEETING POPULAIRE
organisé par les
COMITES D'ACTION

ACTION CONTINUE

Grâce au soutien de centaines de diffuseurs, « Action » poursuit sa parution quotidienne. Créé sans aucun capital, sauf celui de la confiance des militants, le journal a besoin de rentrées régulières. Si vous voulez que sa parution continue, assurez le soutien financier à « Action ». Versez les fonds à Serge Bosc, C.C.P. 24 642-72 Paris, en indiquant « Pour Action ». Pour un paiement, indiquez le numéro et le nombre d'exemplaires ainsi que le nom du diffuseur.